

MINISTERE DES FINANCES

CELLULE D'AUDIT COURANT DE
L'ENTRETIEN ROUTIER
(CACER)

000005
Arrêté N°.....MF/SG/CACER

du 10 3 JAN 2020

portant organisation, attributions et modalités
de fonctionnement de la Cellule d'Audit
Courant de l'Entretien Routier (CACER)

LE MINISTRE DES FINANCES,

- Vu la Constitution du 25 novembre 2010 ;
- Vu la directive n°11/2009/CM/UEMOA du 25 septembre 2009, portant harmonisation des stratégies d'entretien routier dans les Etats membres de L'UEMOA ;
- Vu l'ordonnance n° 99-54 du 22 novembre 1999, instituant une catégorie d'établissements publics dénommée « Etablissement Publics de Financement (EPF) ;
- Vu la loi n° 2017-37 du 22 mai 2017, portant création du Fonds d'Entretien Routier du Niger (FER), modifiée et complétée par l'ordonnance n°2019-02 du 15 février 2019 ;
- Vu le décret n° 2016-161/PRN du 02 avril 2016, portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement;
- Vu le décret n° 2016-572/PRN du 19 octobre 2016, portant remaniement des membres du Gouvernement, et les textes modificatifs subséquents ;
- Vu le décret n° 2016-623/PRN du 14 novembre 2016, portant organisation du Gouvernement et fixant les attributions des Ministres d'Etat, des Ministres et des Ministres Délégués, modifié et complété par le décret n° 2018-475/ PRN du 09 juillet 2018;
- Vu le décret n° 2016-624/PM du 14 novembre 2016, précisant les attributions des membres du Gouvernement, modifié et complété par le décret n° 2018-476/ PM du 09 juillet 2018 ;
- Vu décret n°2018-460/PRN/MEQ/MF du 06 juillet 2018, portant approbation des Statuts du Fonds d'Entretien Routier « FER », modifié et complété par le décret n° 2019-646/PRN /MEQ/MF du 20 novembre 2019 ;
- Vu le décret n° 2018-497/PRN/MF du 20 juillet 2018, portant organisation du Ministère des Finances, modifié et complété par le décret n°2019-598/PRN/MF du 18 octobre 2019 ;
- Vu le décret n°2019-218/PRN/MF du 29 avril 2019, portant création, organisation et fonctionnement de la Cellule d'Audit Courant de l'Entretien Routier (CACER) ;
- Vu l'arrêté n°433/MF/DGMG/DRH du 04 novembre 2019, portant nomination du Coordonnateur de la Cellule d'Audit Courant de l'Entretien Routier (CACER)

Sur proposition du Coordonnateur de la Cellule d'Audit Courant de l'Entretien Routier (CACER)

ARRETE :

Chapitre premier: DES DISPOSITIONS GENERALES

Article premier : Le présent arrêté détermine l'organisation, les attributions et les modalités de fonctionnement de la Cellule d'Audit Courant de l'Entretien Routier (CACER) en application des dispositions de l'article 25 (nouveau) du décret n° 2018-497/PRN/MF du 20 juillet 2018, portant organisation du Ministère des Finances, modifié et complété par le décret n°2019-598/PRN/MF du 18 octobre 2019.

Article 2 : En application des dispositions de l'article 10 du décret n°2019-218/PRN/MF du 29 avril 2019, portant création, organisation et fonctionnement de la Cellule d'Audit Courant d'Entretien Routier « CACER ». La Cellule est organisée ainsi qu'il suit :

- un (1) Service des Affaires Administratives et Financières Internes ;
- un(1) Service des Audits Financiers et Comptables ;
- un (1) Service des Audits Techniques.

Chapitre II : DE L'ORGANISATION DES SERVICES DE LA CACER

Section I : Du Secrétariat de la Cellule

Article 3 : Le Secrétariat de la Cellule est composé de :

- un (e) secrétaire de direction ;
- un (1) Planton ;
- deux (2) chauffeurs.

Section II : Du Service des Affaires Administratives et Financières Internes

Article 4 : Le Service des Affaires Administratives et Financières Internes est composé de :

- la Section Finance et Comptabilité ;
- la Section Administrative et Matériel.

Section III : Du Service des Audits Financiers et Comptables

Article 5 : Le Service des Audits Financiers et Comptables comprend des auditeurs financiers et comptables et des assistants.

Section IV: Du Service des Audits Techniques

Article 6 : Le service des Audits techniques comprend des auditeurs techniques et des assistants.

Chapitre III : DES ATTRIBUTIONS DES SERVICES DE LA CACER

Section I : Du Coordonnateur de la Cellule

Article 7 : Le Coordonnateur est investi des pouvoirs les plus étendus pour assurer la gestion de la Cellule.

A ce titre, il est chargé de :

- assurer les fonctions de gestion et d'administration de la Cellule ;
- représenter la CACER à l'égard des tiers, dans tous les actes de la vie civile et en justice ;
- proposer le règlement intérieur, l'organigramme et les règles particulières à l'administration de la Cellule y compris, le cas échéant, le règlement et le statut du personnel ;
- exercer l'autorité hiérarchique sur le personnel ;
- superviser tous les services de la CACER ; il peut déléguer, sous sa responsabilité, au personnel placé sous son autorité, une partie des pouvoirs qui lui sont conférés ainsi que la signature des documents et correspondances qu'il détermine ;
- gérer le patrimoine de la Cellule ;
- préparer le budget, les rapports d'activités ainsi que les états financiers ;
- acquérir les biens mobiliers et immobiliers ;
- recruter le personnel sur autorisation du Ministre chargé des Finances.

Section II : Du Secrétariat de la Cellule :

Article 8 : Sous l'autorité du Coordonnateur de la Cellule, le ou la Secrétaire de direction est chargé de :

- gérer les audiences du Coordonnateur ;

- réceptionner et enregistrer les courriers arrivée et départ;
- ventiler les courriers à l'interne et à l'externe ;
- archiver les correspondances ;
- assurer la saisie informatique et la multiplication des documents du Coordonnateur ;
- tenir à jour la documentation du Coordonnateur ;
- gérer le matériel technique et les fournitures mis à sa disposition ;
- gérer les appels téléphoniques, la boîte mail, le fax de la Cellule;
- exécuter toutes tâches de service à lui confiées par le Coordonnateur.

Section III : Du Service des Affaires Administratives et Financières Internes

Article 9: Sous l'autorité du Coordonnateur de la Cellule, le Chef de Service des Affaires Administratives et Financières Internes est chargé de :

- assurer la coordination des Sections relevant de son autorité ;
- élaborer et veiller au respect des procédures de gestion comptable, administrative et financière.
- gérer le personnel ;
- veiller au suivi de la gestion du cycle des marchés publics ;
- gérer le matériel et assurer la comptabilité des matières.

Article 10 : Sous l'autorité du Chef de Service des Affaires Administratives et Financières Internes, le Chef de Section Finance et Comptabilité est chargé de :

- élaborer et mettre à jour les plans de trésorerie ;
- assurer le suivi et la gestion des comptes "Banques", "Trésor";
- signer les pièces de caisse de menues dépenses ;
- veiller au réapprovisionnement de la caisse de menues dépenses ;
- effectuer des analyses financières périodiques ;
- assurer le recouvrement de la subvention du FER;
- traiter les états de paiement ;
- établir les chèques, les ordres de paiement et de virement ;
- établir mensuellement les états de rapprochement avec le trésor et les banques ;
- élaborer les rapports périodiques ;
- tenir à jour la comptabilité ;
- établir les états financiers ;
- traiter les factures fournisseurs ;
- assurer la conservation des pièces justificatives des recettes et des dépenses.

Article 11 : Sous l'autorité du Chef de Service des Affaires Administratives et Financières Internes, le Chef de Section Administrative et Matériel est chargé de :

- préparer, faire approuver et veiller à faire publier les PPM ;
- transmettre les bons de commande signés aux fournisseurs ;
- participer à la sélection des fournisseurs agréés;
- mettre en place le fichier des fournisseurs et le mettre à jour annuellement;
- participer à la centralisation des demandes d'achat de matériel et de fournitures;
- rechercher les factures pro-forma auprès des fournisseurs;
- assurer la comptabilité des matières ;

- veiller à l'entretien des biens mobiliers et immobiliers de la Cellule ;
- participer aux inventaires physiques ;
- assurer le suivi des réparations du matériel ;
- tenir la fiche historique par véhicule et par moto.
- participer à l'élaboration des TDRs pour les acquisitions de services, des biens, des fournitures et des travaux;
- gérer le cycle des marchés publics;
- concevoir une base des données de suivi et de gestion des marchés publics.

Section IV : Du Service des Audits Financiers et Comptables

Article 12: Sous l'autorité du Coordonnateur de la Cellule, le Chef de Service des Audits Comptables et Financiers est chargé de :

- réaliser les audits financiers et comptables sur l'ensemble des intervenants, contributeurs et bénéficiaires du Fonds d'Entretien Routier (FER) ;
- suivre l'usage approprié des fonds alloués par le FER pour la programmation des travaux d'entretien ;
- examiner chaque opération comptable ;
- contrôler et évaluer les états financiers des structures bénéficiaires du fonds ;
- vérifier le respect des procédures de passation des contrats ;
- vérifier l'exactitude des montants dus par le FER sur les prestations externes réalisées ;
- vérifier l'effectivité ou non des versements effectués par le FER dans le cadre des prestations;
- donner un avis sur les situations d'exécution budgétaire et financière des ressources mobilisées à travers la redevance d'usage routier, les redevances directes liées à l'exploitation du réseau routier, la subvention de l'Etat, les recettes de ventes de Dossiers d'Appel d'Offres, etc ;
- donner son avis sur l'utilisation des ressources affectées à l'entretien routier, au fonctionnement de la Direction Générale du FER et au fonctionnement des structures bénéficiaires du Fonds ;
- apprécier la pertinence et l'application du système de contrôle interne ;
- faire des recommandations.

Article 13: Sous l'autorité du Chef de Service des Audits Comptables et Financiers, des auditeurs sont chargés d'assister le Chef de Service des Audits Comptables et Financiers.

Section V : Du Service des Audits Techniques

Article 14: Sous l'autorité du Coordonnateur de la Cellule, le Chef de Service des Audits Techniques est chargé de :

- vérifier le suivi des activités liées à la programmation ;
- vérifier le respect des procédures de programmation et de suivi des projets ;
- vérifier l'utilisation conforme des outils de programmation des travaux d'entretien routier en particulier découlant de la Banque des Données des réseaux (BDR) ;
- vérifier la conformité des travaux effectués (effectivité et qualité) par rapport aux cahiers des charges et aux règles de l'art;

- émettre un avis sur le respect des normes de la profession dans la programmation, dans l'élaboration des descriptifs et les quantitatifs par rapport aux réalisations ainsi que le respect du planning des activités;
- vérifier que les critères d'évaluation des offres sont pertinents, clairs et conformes au code des marchés publics au Niger ;
- vérifier la qualité des études techniques, s'assurer que le processus de supervision par l'Ordonnateur permet de garantir la qualité des études confiées aux bureaux d'études ;
- vérifier les délais d'exécution des travaux par rapport aux délais contractuel ;
- préparer un tableau de synthèse pour chaque marché analysé ;
- s'assurer que le processus de contrôle effectué par le Maître d'œuvre délégué et sa supervision par le Maître d'œuvre permettent un suivi correspondant aux règles en la matière ;
- s'assurer que les spécifications techniques des marchés conclus, les procédures de contrôle des travaux prévus sont correctement suivies ;
- faire des recommandations.

Article 15: Sous l'autorité du Chef de service des audits Techniques, le pool des auditeurs est chargé d'assister le Chef de Service des Audits Techniques.

Chapitre IV : DU FONCTIONNEMENT DE LA CACER

Article 16 : La CACER est administrée par un Coordonnateur recruté par appel à candidature. Le Coordonnateur est nommé par arrêté du Ministre chargé des Finances.

Le contrat du coordonnateur de la Cellule est à durée déterminée. Il est de deux (2) ans renouvelable une (1) seule fois dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

Article 17 : Les Services sont dirigés par des Chefs de Services nommés par arrêté du Ministre des Finances sur proposition du Coordonnateur.

Article 18 : Le Secrétariat du Coordonnateur est animé par un (e) Secrétaire de direction nommé par décision du Secrétaire Général sur proposition du Coordonnateur. Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

Chapitre V : DES DISPOSITIONS FINALES

Article 19 : Le Secrétaire Général du Ministère des Finances et le Coordonnateur de la Cellule d'Audit Courant de l'Entretien Routier (CACER), sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République du Niger.

AMPLIATIONS :

MF/CAB	1
MDB/CAB	1
SG/MF	1
CACER	1
J.O.R.N	1
Chrono	1

